

**Association Intersyndicale des Médecins Salariés
pour la Formation Médicale Continue**
Siège Social : Institut Paul Sivadon – 23 Rue de la Rochefoucault – 75009 Paris.
Adresse postale : UCMSF, 65/67 rue d'Amsterdam, 75008, Paris, Tel 01 40 23 04 10

**Compte-rendu de l'entrevue au ministère du travail de l'emploi et de la santé,
mercredi 19 janvier 2011**

**Clara DEBORD, conseiller technique, Guy BOUDET et Anne DARDEL, DGOS
Sophie BRUNHES-PEREZ et Alain BEAUPIN, Intersyndicale**

L'entrevue est accordée suite à la lettre de l'Association Intersyndicale en date du 15 décembre dernier, dont le principe avait été fixé lors de la réunion de l'Association Intersyndicale du 10 décembre.

Les points ci-dessous ont été abordés. A ce stade aucun engagement précis n'a été pris par la CT sur nos différentes demandes.

Rappel de l'importance de la médecine salariée non hospitalière et notamment de la médecine de prévention. Communication des effectifs de la médecine salariée.

La représentation des médecins salariés dans le nouveau dispositif du DPC.

- Le conseil de gestion de l'OGDPC.

Le ministre a décidé d'améliorer la représentation des professionnels pour l'amener à la parité avec celle des représentants de l'Etat et de l'assurance maladie.

Nous avons demandé que soit augmenté le nombre de médecins salariés non hospitaliers dans l'OGDPC et que soit prévue explicitement la représentation de médecins de prévention.

- La commission scientifique indépendante des médecins.

Elle comporte 20 membres. Le ministre a décidé de passer de 3 à 5 le nombre de représentants de la médecine générale.

Nous avons demandé à ce que le ministère veille à la juste représentation des médecins de prévention (notamment médecine du travail, PMI, santé scolaire) au sein de la CSI.

Nous avons également demandé que soit mise en place une procédure garantissant la pluralité des modes d'exercice, la transparence et l'absence de conflit d'intérêt pour la désignation des membres de la CSI.

L'indemnisation des centres de santé au titre des absences de leurs professionnels lors des actions de DPC.

On se souvient qu'une rédaction issue de la concertation fixait comme attribution de l'OGDPC la possibilité d'indemniser les libéraux et les centres de santé en cas d'absence pour formation. La rédaction actuelle issue du conseil d'Etat ne le prévoit plus explicitement. Une lettre est à la signature du ministre sur ce point. Il semblerait qu'elle n'apporte que des assurances partielles.

La FSM.

Nous avons demandé à Mme DEBORD d'intervenir auprès de la FSM pour mettre un terme à l'ostracisme dont est victime le CNP de médecine du travail, en butte à des réponses dilatoires sur son dossier d'adhésion. Remise à la CT de lettre de sursis à statuer émanant de la FSM.

Rappel de l'ostracisme affirmé de la FSM à l'égard des médecins salariés non hospitaliers. Remise du document publié sur le site du ministère de la santé à l'occasion de la journée de printemps de la FSM du 3 mai 2010 en présence de Mme Bachelot. On rappelle que selon ce document officiel la composition d'un CNP ne fait référence qu'aux médecins libéraux et hospitaliers.

Nous avons attiré l'attention de la CT sur les grandes difficultés prévisibles dans l'hypothèse où la FSM serait amenée à être financée par des fonds d'origine industrielle comme elle le projette.

Le financement du DPC des médecins salariés.

La lettre au ministre avait rappelé que les fonds de la formation permanente, déjà mobilisés sur d'autres objectifs, ne sauraient suffire au DPC.

Nous avons évoqué, sur notre initiative, la possibilité d'élargir à l'ensemble des médecins salariés non hospitaliers le bénéfice du financement par l'OGDPC. A cette fin, a été évoqué à notre initiative la possibilité de prévoir une taxe sur l'industrie pharmaceutique alimentant l'OGDPC. Cette disposition serait techniquement réalisable à l'occasion de la Loi sur la pharmacovigilance qui découle de l'affaire du Médiateur. Les organisations syndicales de médecins salariés, qui n'ont pas encore débattu de cette hypothèse, sont invitées à faire connaître leur position sur ce point que nous pourrions défendre conjointement.

La transition CNFMC-DPC

Nous avons rappelé le remarquable travail effectué par les CNFMC pour amoindrir la dépendance intellectuelle de la FMC par rapport à l'industrie.

Remise du rapport d'activité des CNFMC. Evocation de la charte signée par Xavier Bertrand et le LEEM alors qu'il était ministre de la santé qui a contribué à faire évoluer la situation.

Nous avons fait part de notre attente envers le nouveau dispositif afin qu'il soit au moins aussi performant sur ce point que ne l'était le précédent.

Nous avons relevé pour la regretter l'interruption prématurée de l'activité des CNFMC, alors que le nouveau dispositif n'est pas en place. Les organismes de formation ne sont actuellement plus soumis à aucun contrôle.

La CT a confirmé l'intention du ministre de sortir les textes rapidement.